

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Édouard

Code géographique : 68045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christine Tremblay, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Édouard pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature _____

Date

2016-04-04

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité de Saint-Édouard

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-Édouard, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Édouard au 31 décembre 2015 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Édouard inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

1

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Saint-Jean-sur-Richelieu

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A122543

DATE 2016-04-04

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1 360 915	1 382 380		1 382 380	1 323 640
Compensations tenant lieu de taxes	5 965	6 399		6 399	8 398
Quotes-parts					
Transferts	129 730	134 686		134 686	174 073
Services rendus	43 450	32 445		32 445	32 064
Imposition de droits	24 000	36 434		36 434	51 199
Amendes et pénalités		28 943		28 943	27 362
Intérêts	23 500	23 081		23 081	20 993
Autres revenus	7 000	(5 912)		(5 912)	11 806
	1 594 560	1 638 456		1 638 456	1 649 535
Investissement					
Taxes					
Quotes-parts					
Transferts		6 373		6 373	17 230
Autres revenus					
Contributions des promoteurs					206 271
Autres					200
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales					
		6 373		6 373	223 701
	1 594 560	1 644 829		1 644 829	1 873 236
Charges					
Administration générale	403 436	419 717	8 816	428 533	360 934
Sécurité publique	362 565	331 183	33 985	365 168	354 501
Transport	287 745	342 246	133 287	475 533	429 264
Hygiène du milieu	254 023	196 709	78 224	274 933	306 066
Santé et bien-être	2 522	2 522		2 522	1 551
Aménagement, urbanisme et développement	77 396	81 952		81 952	77 121
Loisirs et culture	91 276	99 552	19 070	118 622	109 987
Réseau d'électricité					
Frais de financement	14 565	29 898		29 898	40 806
Amortissement des immobilisations		273 382	(273 382)		
	1 493 528	1 777 161		1 777 161	1 680 230
Excédent (déficit) de l'exercice	101 032	(132 332)		(132 332)	193 006

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	101 032	(132 332)	193 006
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 6 373 ) (	) ( 223 701)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	101 032	(138 705)	(30 695)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		273 382	263 548
Produit de cession	5		6 500	
(Gain) perte sur cession	6		18 796	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		298 678	263 548
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	66 680 ) (	68 941 ) (	66 822)
	18	(66 680)	(68 941)	(66 822)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	9 419 ) (	28 595 ) (	15 724)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(24 933)	(24 934)	(24 934)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(34 352)	(53 529)	(40 658)
	26	(101 032)	176 208	156 068
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		37 503	125 373

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		6 373	223 701
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	19 646)	(7 272)
Sécurité publique	3 (	)	10 145)	(6 985)
Transport	4 (	)	)	( 1 037)
Hygiène du milieu	5 (	)	)	( 34 186)
Santé et bien-être	6 ())	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	242 798)	(172 085)
Loisirs et culture	8 (	)	18 478)	(29 815)
Réseau d'électricité	9 ())	()
	10 (	)	291 067)	(251 380)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ())	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ())	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	9 419	28 595	15 724
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		134 700	11 955
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		121 399	
	18	9 419	284 694	27 679
	19	9 419	(6 373)	(223 701)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	9 419		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	467 342	463 654	395 213
Charges sociales	2	73 290	67 649	52 947
Biens et services	3	823 004	828 368	817 448
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	2 000	26 675	39 137
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	12 565	3 223	1 669
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	106 827	88 100	66 284
Autres	10		6 934	25 632
Autres organismes	11	8 500	19 176	18 352
Amortissement des immobilisations	12		273 382	263 548
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	1 493 528	1 777 161	1 680 230

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	1 360 915	1 382 380	1 323 640
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 965	6 399	8 398
Quotes-parts	3			
Transferts	4	129 730	141 059	191 303
Services rendus	5	43 450	32 445	32 064
Imposition de droits	6	24 000	36 434	51 199
Amendes et pénalités	7		28 943	27 362
Intérêts	8	23 500	23 081	20 993
Autres revenus	9	7 000	(5 912)	218 277
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 594 560	1 644 829	1 873 236
Charges				
Administration générale	12	403 436	428 533	360 934
Sécurité publique	13	362 565	365 168	354 501
Transport	14	287 745	475 533	429 264
Hygiène du milieu	15	254 023	274 933	306 066
Santé et bien-être	16	2 522	2 522	1 551
Aménagement, urbanisme et développement	17	77 396	81 952	77 121
Loisirs et culture	18	91 276	118 622	109 987
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	14 565	29 898	40 806
	21	1 493 528	1 777 161	1 680 230
Excédent (déficit) de l'exercice	22	101 032	(132 332)	193 006
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		4 596 717	4 242 464
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		322 888	484 135
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		4 919 605	4 726 599
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		4 787 273	4 919 605

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	101 032	(132 332)	193 006
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	291 067 ) (	251 380)
Produit de cession	3		6 500	
Amortissement	4		273 382	263 548
(Gain) perte sur cession	5		18 796	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		7 611	12 168
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			(8)
Variation des autres actifs non financiers	10		(6 401)	(9 230)
	11		(6 401)	(9 238)
	12	101 032	(131 122)	195 936
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	101 032	(131 122)	195 936
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(10 294)	(206 230)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(10 294)	(206 230)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(141 416)	(10 294)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 616 014	790 282
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 341 053	549 233
Prêts (note 6)	4	
Placements de portefeuille (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 957 067	1 339 515
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 106 168	116 235
Revenus reportés (note 12)	13	659
Dette à long terme (note 13)	14 992 315	1 232 915
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 1 098 483	1 349 809
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (141 416)	(10 294)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 4 910 289	4 917 900
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 2 769	2 769
Autres actifs non financiers (note 17)	21 15 631	9 230
	22 4 928 689	4 929 899
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 4 787 273	4 919 605

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(132 332)	193 006
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	273 382	263 548
Autres			
- Perte sur disposition d'actif	3	18 796	
-	4		
	5	159 846	456 554
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	208 180	332 150
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(10 067)	(58 665)
Revenus reportés	9	(659)	(691)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		(8)
Autres actifs non financiers	13	(6 401)	(9 230)
	14	350 899	720 110
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(291 067)	(251 380)
Produit de cession	16	6 500	
	17	(284 567)	(251 380)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	(234 500)	(226 100)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(6 100)	1 669
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(240 600)	(224 431)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(174 268)	244 299
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	790 282	545 983
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	616 014	790 282

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire selon des périodes suivantes :

Périodes

Infrastructures	15 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****F) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables**Passif au titre des sites contaminés**

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

Paielements de transfert

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Antérieurement, la municipalité ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la municipalité a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution) \$
État de la situation financière	
Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises	322 888
Dette nette et excédent (déficit) accumulé	322 888
État des résultats	
Revenus - transferts	(161 247)
Excédent de l'exercice	(161 247)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	484 135
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	322 888

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	108 057	204 521
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	74 507	77 964
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	202 157	402 488
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	12 579	12 580
Organismes municipaux	8	33 306	32 194
Autres			
- Autres	9	18 504	24 007
-	10		
	11	341 053	549 233
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	148 483	314 042
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	148 483	314 042
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	4 100	3 481
Régimes de retraite des élus municipaux	32	3 942	2 149
	33	8 042	5 630

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note**10. Emprunts temporaires**

11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	68 270	80 564
Salaires et avantages sociaux	38	15 874	10 569
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Organisme municipaux	43	13 002	5 940
- Intérêts courus à long terme	44	8 482	13 981
- Autres	45	540	5 181
-	46		
-	47		
	48	106 168	116 235

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50		
Autres			
- CARRA	51		659
-	52		
	53		659

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,10	2017	2020	54	1 003 400	1 237 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	1 003 400	1 237 900
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(11 085)	(4 985)
					64	992 315	1 232 915

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme			Total 2015	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2016	65	73	143 500	81	90	98	143 500
2017	66	74	147 700	82	91	99	147 700
2018	67	75	238 400	83	92	100	238 400
2019	68	76	61 400	84	93	101	61 400
2020	69	77	412 400	85	94	102	412 400
2021 et +	70	78		86	95	103	
	71	79	1 003 400	87	96	104	1 003 400
Intérêts et frais accessoires				88	()	105	()
	72	80	1 003 400	89	97	106	1 003 400

Note

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(141 416)	(10 294)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	(141 416)	(10 294)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111		139		166		193	
Eaux usées	112	3 040 624	140		167		194	3 040 624
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	2 362 584	141		168		195	2 362 584
Autres	114	76 610	142		169		196	76 610
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	741 392	144	18 478	171		198	759 870
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	457 758	146	242 798	173	63 833	200	636 723
Ameublement et équipement de bureau	119	136 709	147	19 646	174		201	156 355
Machinerie, outillage et équipement divers	120	289 842	148	10 145	175		202	299 987
Terrains	121	81 496	149		176		203	81 496
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>7 187 015</u>	151	<u>291 067</u>	178	<u>63 833</u>	205	<u>7 414 249</u>
Immobilisations en cours	124	<u>3 146</u>	152		179		206	<u>3 146</u>
	125	<u>7 190 161</u>	153	<u>291 067</u>	180	<u>63 833</u>	207	<u>7 417 395</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126		154		181		208	
Eaux usées	127	521 423	155	76 056	182		209	597 479
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	926 434	156	119 382	183		210	1 045 816
Autres	129	27 802	157	3 401	184		211	31 203
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	345 353	159	14 783	186		213	360 136
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	174 260	161	31 606	188	38 537	215	167 329
Ameublement et équipement de bureau	134	114 291	162	9 329	189		216	123 620
Machinerie, outillage et équipement divers	135	162 698	163	18 825	190		217	181 523
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>2 272 261</u>	165	<u>273 382</u>	192	<u>38 537</u>	219	<u>2 507 106</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>4 917 900</u>					220	<u>4 910 289</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	237	
Frais reportés		
- Schéma d'aménagement	238	15 631
-	239	9 230
	240	15 631
		9 230

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats d'entretien des locaux municipaux et autres obligations échéant à différentes dates jusqu'en 2019, à verser une somme totale de 75 169\$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 38 021 \$ en 2016, 12 877 \$ en 2017, 13 150 \$ en 2018 et 11 060 \$ en 2019.

De plus, la municipalité s'est engagée, en vertu de contrats de location de locaux échéant en 2017, à verser des loyers totalisant 10 582 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les prochains exercices s'élèvent à 6 173\$ en 2016 et à 4 409 \$ en 2017.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

d) Autres

s. o. .

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 616 014	242 790 282
Découvert bancaire	242 ()	243 ()
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 ()	249 ()
-	249 ()	250 ()
-	250 ()	251 ()
-	251 ()	252 ()
-	252 ()	253 ()
-	253 ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	254 616 014	255 790 282

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24 FONDS DE ROULEMENT

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 279 325 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 562 939	672 670
Excédent de fonctionnement affecté	2 60 906	48 372
Réserves financières et fonds réservés	3 108 056	204 521
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	
Financement des investissements en cours	5	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 4 055 372	3 994 042
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 4 787 273	4 919 605
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 562 939	672 670
Organismes contrôlés	10	
	11 562 939	672 670
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Schéma d'aménagement	12 18 470	18 357
- Égout	13 33 402	20 981
- Bibliothèque	14 9 034	9 034
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 60 906	48 372
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 60 906	48 372
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 108 056	204 521
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 108 056	204 521
	46 108 056	204 521

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
-	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 () ()	()
	67	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 4 910 289	4 917 900
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 4 910 289	4 917 900
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 992 315	1 232 915
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 11 085	4 985
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (148 483) ()	(314 042)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 854 917	923 858
Dette en cours de refinancement et autres éléments		
	80	
	81 854 917	923 858
	82 4 055 372	3 994 042

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 ()	()
Rendement espéré des actifs	35	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36	
Charge de l'exercice	37	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime enregistré d'épargne retraite

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>4 100</u>	<u>3 481</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96 1 1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97		<u>615</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	3 283	1 458
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>659</u>	<u>691</u>
100	<u>3 942</u>	<u>2 149</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	1 003 400
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	148 483
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	854 917
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	854 917
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	854 917
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	854 917
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 023 854	1 038 881	992 242
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	13 500	13 586	14 090
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 037 354	1 052 467	1 006 332
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11	75 210	83 645	75 664
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	164 260	165 711	161 971
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		5 356	5 819
Service de la dette	18	84 091	75 201	73 854
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	323 561	329 913	317 308
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	323 561	329 913	317 308
	26	1 360 915	1 382 380	1 323 640

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
<hr/>			
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	4 393	3 574
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	1 572	2 825
	35	5 965	6 399
<hr/>			
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	5 965	6 399
<hr/>			
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
<hr/>			
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<hr/>			
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	5 965	6 399
<hr/>			
	51	5 965	8 398
<hr/>			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	500	1 000
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	16 000	58 320
Enlèvement de la neige	58	30 712	30 413
Autres	59	41 953	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	11 065	8 397
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		37 056
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75	30 000	
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	129 730	134 686
		174 073	174 073

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91	6 373	
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		17 230
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	6 373	17 230

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 129 730	141 059	191 303

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	7 000	9 745
Sécurité civile	146		10 006
Autres	147		
	148	7 000	9 745
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151	3 000	
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	3 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	10 000	9 745
			10 006

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	30 450	16 520	16 543
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	3 000	6 180	5 515
Réseau d'électricité	194			
	195	33 450	22 700	22 058
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	43 450	32 445	32 064
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	4 000	2 080	3 863
Droits de mutation immobilière	198	20 000	34 354	47 336
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	24 000	36 434	51 199
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		28 943	27 362
INTÉRÊTS	203	23 500	23 081	20 993
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(18 796)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			206 271
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	7 000	12 884	12 006
	212	7 000	(5 912)	218 277

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	80 975	72 652	72 652	67 706
Application de la loi	2	500	6 934	6 934	6 406
Gestion financière et administrative	3	270 081	283 475	8 816	249 480
Greffe	4	10 000	10 819	10 819	
Évaluation	5	22 130	22 018	22 018	23 227
Gestion du personnel	6				
Autres	7	19 750	23 819	23 819	14 115
	8	403 436	419 717	8 816	360 934
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	162 615	168 031	168 031	167 392
Sécurité incendie	10	199 000	162 316	33 985	186 121
Sécurité civile	11				
Autres	12	950	836	836	988
	13	362 565	331 183	33 985	354 501
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	153 702	199 500	133 287	276 584
Enlèvement de la neige	15	96 558	104 902	104 902	117 043
Éclairage des rues	16	8 900	9 023	9 023	8 352
Circulation et stationnement	17	6 000	6 236	6 236	8 059
Transport collectif					
Transport en commun	18	22 585	22 585	22 585	
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				19 226
	22	287 745	342 246	133 287	429 264
				475 533	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
				Total	
Non audité					
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26	98 931	86 509	78 224	164 733
Matières résiduelles					150 441
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	135 092	107 272	107 272	155 625
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	20 000	2 928	2 928	2 928
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	254 023	196 709	78 224	274 933
					306 066
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	2 522	2 522	2 522	1 551
	44	2 522	2 522	2 522	1 551
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	66 646	73 562	73 562	68 456
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	10 750			
Tourisme	49				
Autres	50		8 390	8 390	8 665
Autres	51				
	52	77 396	81 952	81 952	77 121

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
				Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	42 640	42 777	19 070	61 847
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	5 900	5 874		5 874
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59				
	60	48 540	48 651	19 070	67 721
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	20 962	21 670		21 670
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	21 774	29 231		29 231
	66	42 736	50 901		50 901
	67	91 276	99 552	19 070	118 622
					109 987
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69		26 675		26 675
Autres frais	70	2 000			
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	12 565	3 223		3 223
	73	14 565	29 898		29 898
					1 669
					40 806
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74		273 382	(273 382)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité de Saint-Édouard

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Saint-Édouard (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

1

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Saint-Jean-sur-Richelieu

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A122543

DATE 2016-04-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		1 382 380
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 1 382 380

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	1 382 380
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>1 382 380</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		17 529	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		5 356	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>22 885</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>1 359 495</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>177 192 300</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>179 493 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>178 342 750</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>1 359 495</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>178 342 750</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 , 7 | 6 | 2 | 3 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u> </u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		34 186
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		148 585
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	18 478	
Édifices communautaires et récréatifs	14		12 598
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	242 798	1 037
Ameublement et équipement de bureau	18	19 646	23 859
Machinerie, outillage et équipement divers	19	10 145	7 615
Terrains	20		23 500
Autres	21		
	22	291 067	251 380

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		34 186
Autres infrastructures	32		148 585
Autres immobilisations	33	291 067	68 609
	34	291 067	251 380

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 237 900		234 500	1 003 400
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 237 900		234 500	1 003 400
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	785 279		58 600	726 679
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	138 579		10 341	128 238
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	923 858		68 941	854 917
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	314 042		165 559	148 483
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	314 042		165 559	148 483
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	314 042		165 559	148 483
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	314 042		165 559	148 483
	26	1 237 900		234 500	1 003 400
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	1 237 900		234 500	1 003 400

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	7 893	7 866	
Évaluation	2	21 830	21 830	
Autres	3			32 024
Sécurité publique				
Police	4	6 015	6 015	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			6 071
Transport				
Réseau routier	8	2 572	2 572	
Transport collectif	9	22 585	22 585	
Autres	10			2 663
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	4 361	4 361	
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			1 934
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	2 522	2 522	1 551
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	10 890	10 890	12 756
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	8 390	8 390	8 665
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			620
Activités culturelles	23	19 769	1 069	
Réseau d'électricité				
	24			
	25	106 827	88 100	66 284

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
1	Cadres et contremaîtres	2,00	35,00	121 740	17 962	139 702
2	Professionnels					
3	Cols blancs	4,00	35,00	111 818	19 080	130 898
4	Cols bleus	4,00	40,00	106 803	18 088	124 891
5	Policiers					
6	Pompiers	15,00	5,00	86 466	7 120	93 586
7	Conducteurs et opérateurs (transport en commun)					
8		25,00		426 827	62 250	489 077
9		7,00		36 827	5 399	42 226
10		32,00		463 654	67 649	531 303

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Gouvernement du Québec			Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada	
Transport en commun				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable				
Traitement des eaux usées		8 397		8 397
Réseaux d'égout		126 289	6 373	132 662
Autres		134 686	6 373	141 059
			MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immobilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=		
Administration générale						
Application de la loi	1 6 934 27	53	6 934 79	105	6 934	131
Évaluation	2 22 018 28	54	22 018 80	106	22 018	132
Autres	3 390 765 29	55	399 581 81	16 520 107	383 061	133
	4 419 717 30	56	428 533 82	16 520 108	412 013	134
Sécurité publique						
Police	5 168 031 31	57	168 031 83	109	168 031	135
Sécurité incendie	6 162 316 32	58	196 301 84	9 745 110	186 556	136
Sécurité civile	7	59	85	111		137
Autres	8 836 34	60	836 86	112	836	138
	9 331 183 35	61	365 168 87	9 745 113	355 423	139
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	10 199 500 36	62	332 787 88	114	332 787	140
Enlèvement de la neige	11 104 902 37	63	104 902 89	115	104 902	141
Autres	12 15 259 38	64	15 259 90	116	15 259	142
Transport collectif	13 22 585 39	65	22 585 91	117	22 585	143
Autres	14	66	92	118		144
	15 342 246 41	67	475 533 93	119	475 533	145
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	68	94	120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	69	95	121		147
Traitement des eaux usées	18	70	96	122		148
Réseaux d'égout	19 86 509 45	71	164 733 97	123	164 733	149
Matières résiduelles						29 898
Déchets domestiques et assimilés	20 107 272 46	72	107 272 98	124	107 272	150
Matières recyclables	21	73	99	125		151
Autres	22	74	100	126		152
Cours d'eau	23 2 928 49	75	2 928 101	127	2 928	153
Protection de l'environnement	24	76	102	128		154
Autres	25	77	103	129		155
	26 196 709 52	78	274 933 104	130	274 933	156
						29 898

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157	172	187	202	217	232				
Sécurité du revenu	158	173	188	203	218	233				
Autres	159	174	189	204	219	234				
		2 522	2 522	2 522	2 522	2 522			2 522	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	176	191	206	221	236				
Rénovation urbaine	162	177	192	207	222	237				
Promotion et développement économique	163	178	193	208	223	238				
Autres	164	179	194	209	224	239				
		8 390	8 390	8 390	8 390	8 390			8 390	
		81 952	81 952	81 952	81 952	81 952			81 952	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	181	196	211	226	241	6 180		61 541	
Activités culturelles	167	182	197	212	227	242			21 670	
Bibliothèques	168	183	198	213	228	243			29 231	
Autres	169	184	199	214	229	244			112 442	
		99 552	99 552	118 622	6 180	112 442			112 442	
Réseau d'électricité										
	170	185	200	215	230	245				
	171	186	201	216	231	246				
		1 473 881	273 382	1 747 263	32 445	1 714 818			1 714 818	29 898

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	291 067	251 380
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	291 067	251 380

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	672 670	593 089
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	672 670	593 089
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	37 503	125 373
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(134 700)	(11 955)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(12 534)	(33 837)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(109 731)	79 581
Solde à la fin de l'exercice	12	562 939	672 670
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	48 372	14 535
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	48 372	14 535
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	12 534	33 837
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	12 534	33 837
Solde à la fin de l'exercice	22	60 906	48 372
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	204 521	179 587
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	204 521	179 587
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	24 934	24 934
Activités d'investissement	27	(121 399)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(96 465)	24 934
Solde à la fin de l'exercice	31	108 056	204 521

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60	
Solde à la fin de l'exercice	61	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62	3 994 042
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	3 939 388
Solde redressé au début de l'exercice	64	3 994 042
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67	61 330
	68	54 654
Solde à la fin de l'exercice	4 055 372	3 994 042

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>279 325</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>279 325</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>279 325</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	1	2	3	4	5 (	6	7
Non audité	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	2	3	4	5 (	) 6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 (	) 13	14
	15	16	17	18	19 (	) 20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 □ 6 □ 8 □ 6 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 5 □ 6 □ 8 □ 6 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 8 □ 2 □ 7 □ 4 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 1 □ 3 □ 7 □ 1 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 5 □ 6 □ 8 □ 6 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Égout	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Eau et égout	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	<input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> %
---	---	---

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	303 435	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 405 C Montée Lussier
(no) (rue)
Saint-Édouard J0L 1Y0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 454-6333
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 454-4931
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@saintedouard.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Christine Tremblay

Téléphone (450) 454-6333
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 454-4931
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@saintedouard.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables Professionnels Agréés

Adresse 745, rue Gadbois, bureau 201
(no) (rue)
Saint-Jean-sur-Richelieu J3A 0A1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 348-6886
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 348-3716
(ind. rég.) (numéro)

Courriel malo.mylene@rcgt.com

Responsable du dossier Mylène Malo, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3
.....

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Christine Tremblay , atteste que le rapport financier de Saint-Édouard pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Édouard .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Édouard consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Édouard détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (132 332) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,7623 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-03-30 15:31:42

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Édouard

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 594 560	1 638 456	1 649 535
Investissement	2		6 373	223 701
	3	1 594 560	1 644 829	1 873 236
Charges	4	1 493 528	1 777 161	1 680 230
Excédent (déficit) de l'exercice	5	101 032	(132 332)	193 006
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	6 373 ) (	223 701)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	101 032	(138 705)	(30 695)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		273 382	263 548
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	66 680 ) (	68 941 ) (	66 822)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	9 419 ) (	28 595 ) (	15 724)
Excédent (déficit) accumulé	12	(24 933)	(24 934)	(24 934)
Autres éléments de conciliation	13		25 296	
	14	(101 032)	176 208	156 068
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		37 503	125 373

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	341 053	549 233
Autres	2	616 014	790 282
	3	957 067	1 339 515
Passifs			
Dette à long terme	4	992 315	1 232 915
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	106 168	116 894
	7	1 098 483	1 349 809
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(141 416)	(10 294)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	4 910 289	4 917 900
Autres	10	18 400	11 999
	11	4 928 689	4 929 899
Excédent (déficit) accumulé	12	4 787 273	4 919 605

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	562 939	672 670
Excédent de fonctionnement affecté			
- Schéma d'aménagement	14	18 470	18 357
- Égout	15	33 402	20 981
- Bibliothèque	16	9 034	9 034
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	60 906	48 372
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	108 056	204 521
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	4 055 372	3 994 042
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	4 787 273	4 919 605

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	1	1 360 915	1 382 380	1 323 640
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 965	6 399	8 398
Quotes-parts	3			
Transferts	4	129 730	134 686	174 073
Services rendus	5	43 450	32 445	32 064
Autres	6	54 500	82 546	111 360
	7	1 594 560	1 638 456	1 649 535
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		6 373	17 230
Autres	11			206 471
	12		6 373	223 701
	13	1 594 560	1 644 829	1 873 236

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	22 130	22 018	22 018	23 227
Autres	2	381 306	397 699	406 515	337 707
Sécurité publique				8 816	
Police	3	162 615	168 031	168 031	167 392
Sécurité incendie	4	199 000	162 316	196 301	186 121
Autres	5	950	836	836	988
Transport					
Réseau routier	6	265 160	319 661	452 948	410 038
Transport collectif	7	22 585	22 585	22 585	
Autres	8				19 226
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	98 931	86 509	164 733	150 441
Matières résiduelles	10	135 092	107 272	107 272	155 625
Autres	11	20 000	2 928	2 928	
Santé et bien-être	12	2 522	2 522	2 522	1 551
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	66 646	73 562	73 562	68 456
Promotion et développement économique	14	10 750	8 390	8 390	8 665
Autres	15				
Loisirs et culture	16	91 276	99 552	118 622	109 987
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	14 565	29 898	29 898	40 806
Amortissement des immobilisations	19		273 382 (	273 382)	
	20	1 493 528	1 777 161	1 777 161	1 680 230

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3